Marcel OLLIVIER

Les Journées sanglantes
DE BARCELONE
(3 au 9 mai 1937)
Révolution en

Les événements qui se sont déroulés en Espagne du mois de juillet 1936 au mois de mai 1937 offrent le plus bel exemple qui soit d'une révolution manquée. Non point que les fusillades de Barcelone puissent être considérées comme un aboutissement, mais plutôt comme un tournant au-delà duquel commence une nouvelle phase de développement. Elles marquent la fin de l'illusion selon laquelle il est possible de faire une révolution sociale à l'aide d'une collaboration avec les partis républicains. En ce sens elles ont pour le prolétariat, tant espagnol qu'international, une valeur d'enseignement dont on ne saurait trop souligner l'importance.

Au lendemain du coup d'État du 19 juillet, le Gouvernement de Madrid, abandonné par toutes les forces traditionnelles de l'État espagnol : l'armée, l'Église, la police, ne trouva pour le défendre que les organisations ouvrières, qui se mirent immédiatement à sa disposition pour lui fournir les moyens de vivre et de repousser les attaques des factieux. Sans cet appui il n'aurait pu durer un seul jour. Les partis républicains étaient sans forces et absolument désarmés. Organisations de caractère purement électoral, ils n'étaient pas faits pour tenir tête à une crise du genre de celle qui venait d'éclater. La logique la plus évidente, autant que l'intérêt de la lutte contre le fascisme, exigeaient donc que le pouvoir passât aux mains des organisations ouvrières, seules capables de faire face aux nécessités de la situation nouvelle.

Mais il eût fallu pour cela qu'il existât entre elles un minimum d'unité, une base d'action commune en vue d'un programme commun. Ce programme faisait complètement défaut, cette base d'action ne put être trouvée. Une fois de plus la division ouvrière fit le jeu du capitalisme. Tandis que les socialistes étaient, par prédisposition naturelle et par des responsabilités, partisans d'une collaboration avec les partis républicains (ils étaient loin les temps héroïques où Pablo Iglesias préconisait l'indépendance absolue de l'action socialiste à l'égard des républicains), les communistes, inféodés à Moscou, lançaient le mot d'ordre du « rétablissement de la république démocratique et parlementaire », autrement dit le maintien du capitalisme et de la domination de la bourgeoisie. Pour ceux qu'une telle attitude étonne de la part d'un parti qui continue à se réclamer de Lénine, il faut rappeler que la Russie, dont les intérêts sont aujourd'hui solidaires de ceux de la France et de l'Angleterre, ne voulait à aucun prix d'une révolution en Espagne, qui, par ses répercussions inévitables sur les autres pays, eût ébranlé dangereusement l'équilibre des forces en Europe, sur lequel elle fonde actuellement toute sa politique, et risqué en outre de jeter ses alliés dans les bras de l'Allemagne et de l'Italie.
et Contre-Révolution Espagne

Quant aux anarchistes, partisans d'une transformation radicale de la société sur la base de la suppression du capitalisme, leur hostilité à l'action politique en général, et à la dictature, en particulier, même exercée par eux, les amena à collaborer avec les autres secteurs du front antifasciste, c'est-à-dire également avec les républicains, partisans de ce même régime dont ils demandaient la suppression. Cela supposait bien entendu l'abandon d'un grand nombre de leurs positions doctrinales. Mais assagis sans doute par l'expérience d'un nombre incalculable de « putch » aussi vains que sanglants, ils firent joyeusement ce sacrifice sur l'autel de l'unité antifasciste.

Il y avait bien en Espagne un parti qui préconisait depuis long-temps une action autonome de la classe ouvrière, sur la base d'une union étroite entre ses différents partis et organisations, C'était le P.O.U.M. (parti ouvrier d'unification marxiste). Malheureusement il avait contre lui d'être un parti presque uniquement catalan, et par là même hors d'état de jouer un rôle quelque peu important dans la vie politique espagnole.

C'est cette faiblesse, cette division profonde du camp ouvrier, aggravées encore chez certains par une trahison flagrante des intérêts les plus essentiels des classes travailleuses, qui permit aux partis bourgeois de maintenir la plus grande partie des positions qu'ils occupaient au moment du coup d'État fasciste. L'entrée dans le Gouvernement de plusieurs ministres socialistes, puis, quelques mois plus tard, la formation d'un gouvernement à majorité ouvrière, ne changea absolument rien à la situation. Maîtres ou non du Gouvernement, les républicains n'en conservèrent pas moins le contrôle de la vie politique du pays, puisque en fait la grande majorité des autres partis défendaient leurs positions.

Il faut dire d'ailleurs qu'ils surent agir avec la plus grande habileté. Conscients de leur faiblesse en face des organisations ouvrières ils évitèrent soigneusement tout ce qui était de nature à éveiller la suspicion de leurs anciens adversaires et adoptèrent un langage propre à gagner leur confiance. Ils déclarent se mettre entièrement au service du peuple, proclamèrent la nécessité d'une transformation profonde des rapports sociaux, permettant aux classes les plus humbles d'obtenir, ainsi que l'exigeaient la justice et la dignité humaine, une amélioration sensible de leur sort. Démocrates ils étaient prêts à se soumettre à la volonté du peuple. Ce que ce dernier demanderait, ils le feraient. Il n'avait qu'à décider ; ils obéiraient. Et l'on parlait avec des trémolos dans la voix de l'exemple admirable donné par les ouvriers dans la lutte contre le fascisme, de leur esprit de discipline et de sacrifice, de l'héroïsme avec lequel ils se battaient sur le front, etc., etc... Comment ne pas croire à la sincérité d'un tel langage, surtout dans la bouche du chef de l'État ? C'est une chose étonnante que
LES JOURNEES SANGLANTES DE BARCELONE

La facilité avec laquelle les classes pauvres oublient les offenses qui leur ont été faites et même les crimes dont elles ont été victimes. Admirable générosité des humbles ! Que de tours ne leur a-t-elle pas joués dans l'histoire ! Sans vouloir se rappeler que les hommes qui parlaient ainsi étaient précisément ceux qui s'étaient toujours opposés à leurs revendications les plus légitimes, ils décidèrent, émus par une telle conversion, de les laisser en place et de leur apporter toute la collaboration dont ils avaient besoin, dans l'intérêt de la lutte commune.

Et cependant la prudence la plus élémentaire aurait dû commander leur éloignement impitoyable. Non seulement parce qu'il était clair qu'ils allaient utiliser leur maintien aux postes de direction pour guider le pays dans le sens de leurs intérêts de classe et frustrer ainsi les ouvriers du fruit de leurs sacrifices. Mais même du seul point de vue technique. Car c'est une chose qui étonne profondément l'étranger que l'ignorance, la paresse et la nullité intellectuelle de la plus grande partie du personnel dirigeant de l'Espagne républicaine (et sans doute de l'autre). Ignorance et nullité qui n'excluent d'ailleurs pas la plus grande vanité, la plus bouffonne prétention. Quant aux militaires, issus pour la plupart de la bourgeoisie ou de l'aristocratie, leur ignorance et leur incapacité ont quelque chose d'affaissant, qui donne le vertige. Et l'on comprend, quand on les a vus de près, bien des erreurs et des défaites dont les causes paraissaient mystérieuses à l'observateur du dehors. L'intérêt le plus évident exigeait le remplacement de ce personnel issu de la bourgeoisie par un personnel nouveau issu du peuple, et qui eût acquis rapidement, au contact des faits, l'expérience nécessaire pour venir à bout de toutes les difficultés.

La bourgeoisie relève la tête

D'ailleurs, il apparaît bientôt que toutes les déclarations de fidélité à la cause du peuple et de la révolution, dont les républicains étaient si prodigues au début de l'insurrection fasciste, n'étaient qu'hypocrisie pure, adaptation aux circonstances. Au fur et à mesure que celles-ci se modifiaient ils adoptèrent un langage nouveau. Rassurés sur les intentions de la classe ouvrière, et rassurés dans leurs positions, ils montrèrent qu'ils n'étaient nullement disposés à céder quoi que ce soit et à faire la moindre concession aux classes travailleuses, dont ils se disaient les humbles serviteurs. A ceux qui prétaient l'utiliser la situation créée par l'insurrection pour instaurer un nouveau régime social, ils objectèrent que le moment n'était pas venu d'entreprendre une pareille réforme, qu'il fallait tout d'abord vaincre le fascisme, et qu'on verrait ensuite. De la part de républicains bourgeois, adversaires par définition du socialisme, cette attitude était tout à fait compréhensible. Mais le plus fort, c'est qu'ils trouvèrent un appui inattendu chez les socialistes, trop heureux d'avoir un argument à opposer à ceux qui les mettaient en demeure de profiter de l'occasion qui leur était offerte pour mener à bien la transformation sociale dont ils s'affirmaient partisans et de reculer aux
calendres grecques la réalisation d'une tâche dont la difficulté les épouvantait. Ils expliquèrent qu'en effet on ne pouvait pas faire deux choses à la fois, qu'il fallait concentrer toutes les forces sur la conduite de la guerre, et qu'ensuite seulement on ferait la révolution. Tranquillisez-vous, bravement ! Demain on rasera gratis.

Quant aux communistes, inutile d'insister. Avec l'incroyable cynisme qui les caractérisait, ils déclarent tout bonnement qu'il ne pouvait être question de révolution sociale, que le peuple espagnol désirait uniquement le rétablissement de la République démocratique et parlementaire, cette même République qui avait montré de la façon que l'on sait sa sollicitude pour les classes travailleuses (refus de l'allocation de chômage aux ouvriers sans travail, massacre de Casas Viejas et autres lieux, fermeture des syndicats révolutionnaires, emprisonnement des militants syndicalistes, etc., etc...), et qui avait, par son incapacité et sa faiblesse scandaleuse à l'égard des partis de droite, préparé l'insurrection fasciste du 19 juillet.

C'est ainsi que les républicains réussirent à éloigner d'eux le spectre horrible du socialisme. S'ils ne s'opposèrent pas au mouvement, dirigé par les syndicats, de mise sous contrôle des entreprises privées, c'est qu'ils en étaient incapables. Mais ils le sabotèrent en le laissant se perdre dans le sable, en lui refusant les crédits nécessaires et l'aide de l'État, sans lesquels il était voué d'avance à la faillite. Car il est trop clair qu'un tel mouvement ne pouvait prospérer en restant sur la base syndicale. Loin de préparer le passage au mode de production socialiste, il ne faisait en réalité que substituer à l'appropriation capitaliste privée l'appropriation par les syndicats du produit du travail, laissant ainsi subsister tous les inconvénients de la production pour le marché sans les avantages d'une direction centralisée de l'économie. D'ailleurs, le régime lui-même ne pouvait se maintenir qu'assez longtemps que les syndicats continueraient à exercer une influence prédominante sur la vie publique, et que la bourgeoisie, affaiblie et ébranlée par le coup d'État fasciste, n'aurait pas repris en mains les rênes du pouvoir.

Tel était le problème en effet : reconquérir le pouvoir, qui avait glissé des mains de la bourgeoisie, et que le prolétariat n'avait pas su ou pas voulu prendre. Pour cela il fallait deux choses : désarmer le peuple et reconstituer les forces de contrainte, dont l'insurrection avait privé le gouvernement, avant tout la police et l'armée. Mais pour pouvoir désarmer le peuple il fallait disposer d'une police sûre et d'une armée soustraite au contrôle des organisations ouvrières. Cela se fit progressivement. On interdit aux membres des corps de police d'adhérer aux organisations syndicales ou aux partis politiques et d'assister à leurs réunions et manifestations. L'armée, formée à l'origine de milices ouvrières, fut reconstituée sur la base d'unités régulières et soumise au contrôle exclusif des autorités militaires. Il fut interdit d'y faire une autre propagande que celle du gouvernement. Ceci fait, la bourgeoisie put enfin respirer et envisager l'avenir avec confiance. Le reste n'était plus qu'une question de temps.
LUTTE CONTRE LA CATALONIE

Toutefois, avant de passer aux décisions ultimes, il fallait encore résoudre un problème grave, dont la solution exigeait à la fois beaucoup d'habileté et de vigueur : le problème de la Catalogne. Par suite de ses conditions économiques et politiques particulières, la Catalogne avait poussé très loin la transformation sociale opérée à la faveur de la guerre civile. Les anarcho-syndicalistes, qui y exerçaient une influence prédominante, avaient réussi, avec l'aide des communistes indépendants du parti ouvrier d'unification marxiste (P.O.U.M.) à imposer, malgré l'avis contraire des autres partis, des mesures de socialisation de l'économie, qui constituaient une atteinte très grave au capitalisme dans la péninsule. Elle s'étaient en outre pour la classe ouvrière espagnole un exemple dangereux. C'est pourquoi il fallait y mettre fin au plus tôt.

Pour cela on ne recula devant aucun moyen. Tout d'abord on refusa à la Catalogne les fonds nécessaires au fonctionnement de ses entreprises collectivisées, espérant ainsi les acculer à la ruine, ruine dont on aurait fait retomber la responsabilité sur la collectivisation elle-même. On aggrava comme à plaisir les difficultés inhérentes à toute période de guerre et de révolution (insuffisance du ravitaillement, hausse du coût de la vie, etc...) dans le but évident de fatiguer la population et de la dresser contre les éléments d'extrême-gauche, déclarés responsables de cette situation. On refusa délibérément d'envoyer sur le front d'Aragon les armes offensives sans lesquelles les troupes étaient condamnées à l'inaction, afin de faire passer, aux yeux de l'Espagne et de l'étranger, les révolutionnaires catalans comme des éléments indisciplinés, des saboteurs du front unique, etc... Quand, exaspérés par l'immobilité prolongée à laquelle ils étaient condamnés, les Catalans décidèrent de passer à l'attaque, la division « Karl Marx », formée de miliciens du P.S.U.C., refusa d'obéir aux ordres de l'État-Major et de sortir de ses retranchements, obligeant ainsi les autres divisions à revenir à leurs points de départ. Pour avoir dénoncé ce fait scandaleux, qui constituait une véritable trahison devant l'ennemi, l'organe du P.O.U.M., La Batailla, fut suspendue pour une durée de quatre jours.

A l'intérieur la campagne de liquidation des conquêtes révolutionnaires de juillet se poursuivait à une allure de plus en plus rapide. On a vu plus haut que les républicains et les communistes s'étaient opposés aux mesures de socialisation préconisées par la C.N.T. et le P.O.U.M. et qu'ils ne les avaient finalement acceptées que devant la menace des représentants de la C.N.T. de sortir du Conseil de l'Economie. Mais ils n'eurent de cesse qu'ils ne les rendirent complètement impopulaires. Ils s'efforcèrent de les saboter par tous les moyens, de les discréditer aux yeux du public en les présentant comme des « expériences prématurées », contraires aux intérêts de la petite bourgeoisie et par là nuisibles à la cause antifasciste. Des
difficultés de ravitaillement ayant surgi, dues à l'imprévoyance et à l'incapacité des organes dirigeants, ainsi qu'à une politique financière imbécile, on en attribua la responsabilité aux « Comités ». Une véritable atmosphère de pogrom fut créée peu à peu contre les organisations d'extrême-gauche, campagne favorisée par le silence composite des « démocrates » de l'Esquerra et l'apathie des dirigeants de la F.A.I., qui regardaient venir la répression comme l'oiseau le serpent qui va le dévorer.

Quand les anarchistes deviennent opportunistes

Cette attitude de la C.N.T.—F.A.I. est l'un des chapitres les plus décousus de la révolution espagnole. L'hostilité puérile manifestée par les anarcho-syndicalistes à l'égard de tout ce qui touche, de près ou de loin, à la politique, les livra en fait, pieds et poings liés, à leurs adversaires, qui, avec une habileté diabolique et un manque complet de scrupules, surent utiliser cet état d'esprit pour imposer leurs points de vue. Quoique participant au gouvernement, ce qui constituait une infraction flagrante à leur doctrine et représentait une activité au plus haut point politique, collaborant avec des partis dont le caractère politique ne pouvait être nié, les anarchistes affirmaient néanmoins vouloir ignorer tous les partis politiques de la classe ouvrière et ne traiter qu'avec les organisations syndicales. Avec une intelligence étonnante de la situation et un esprit d'adaptation remarquable, la réaction, par l'intermédiaire du P.S.U.C., prit le masque syndical pour s'imposer à eux. Maître de l'U.G.T. qui ne représentait, à la veille de la révolution, qu'une partie infime de la classe ouvrière catalane, elle en accrut artificiellement les effectifs en y intégrant, dans les mois qui suivirent le coup d'État fasciste, tous les éclats, bourgeois ou petits bourgeois, hostiles à la révolution. Les anarchistes, qui voyaient monter de jour en jour les effectifs de l'organisation syndicale adverse, n'étaient pas assez aveugles pour ne pas comprendre la manœuvre qui se jouait contre eux, mais, prisonniers de leur propre conception de la suprématie des syndicats dans la vie publique, ils continuèrent néanmoins à traiter avec le plus grand respect une organisation qui n'était en fait que le paravent derrière lequel s'abritait la réaction montante, lui accordant une représentation presque égale à la leur dans les Conseils du Gouvernement et toute la vie publique en général. Par contre, ils considéraient avec un mépris affecté tous les autres partis ouvriers, tels que le P.O.U.M., avec lequel ils étaient cependant d'accord sur tous les problèmes fondamentaux de la révolution et entrenaient même en secret des rapports suivis. Chaque fois qu'il était question de ce parti devant eux, ils répondaient invariablement : « C'est un parti politique. Il ne nous intéresse pas ». Ce qui ne les empêchait pas de collaborer étroitement, au gouvernement et ailleurs, avec des partis politiques dont ils connaissaient le caractère contre-révolutionnaire, et cela sous le prétexte étonnant que les uns représentaient la bourgeoisie, et les autres, comme le P.S.U.C., une organisation syndicale.
C'est cette hypocrisie fondamentale, cette incompréhension profonde des réalités politiques, qui expliquent la facilité avec laquelle la bourgeoisie pu mener à bien sa tâche de liquidation progressive des conquêtes révolutionnaires. Le P.O.U.M. qui voyait venir le danger et sentait monter la vague de répression, avait proposé de bonne heure la formation d'un « Front révolutionnaire », groupant toutes les organisations d'extrême-gauche, partisans du maintien intégral des conquêtes du 19 juillet et de la lutte à outrance contre le fascisme. A cette proposition les anarcho-syndicalistes avaient répondu par un silence obstiné. En effet, accepter une collaboration quelconque avec le P.O.U.M. c'eût été faire de la « politique », tandis que collaborer avec le P.S.U.C. et l'Esquerra, c'était évidemment faire de l'« économie ». ! Non point qu'ils fussent aveugles devant le danger d'un étranglement de la révolution. Mais périr la révolution plutôt que les principes ! Et, tout en continuant d'opposer aux adjurations du P.O.U.M., à ses cris d'alarme, à ses mises en garde, un silence dédaigneux, ils poursuivaient leur collaboration « fraternelle » avec les « chers camarades » du P.S.U.C., se contentant de leur adresser de temps en temps des invités courtoises à faire preuve de plus de modération dans leurs attaques, des critiques polies, des réserves enveloppées de toutes sortes de précautions oratoires, comme si l'on était géné d'avoir à les faire, des avertissements sybillins, dont personne ne comprenait le sens, des menaces voilées, qui constituaient autant de devinettes pour la grande masse des lecteurs, celle-ci ne sachant jamais ni de qui il était question, ni de quoi il s'agissait.

On comprend que devant une telle attitude, qui pouvait passer pour de la peur, et dénotait en tout cas une singulière incompréhension des réalités politiques, la réaction se soit enhardie peu à peu et ait haussé progressivement le ton de ses polémiques. Et bientôt elle passa aux actes. Ce fut tout d'abord, en décembre, l'éviction du P.O.U.M. du Gouvernement de la Généralité. L'opération ayant réussi grâce au peu de résistance opposée par les anarchistes à une mesure qui constituait pour eux-mêmes une menace à longue échéance, on passa tout de suite à la suivante. A la faveur du procès de Moscou, les communistes engagèrent une violente campagne contre le P.O.U.M., demandant la mise hors la loi de ce parti présenté comme un « facteur de division », un « élément dissolvant », un « agent d'Hitler et de Franco », etc... Cette fois encore les anarchistes crurent habiles de ne pas prendre la défense d'un parti, dont ils connaissaient cependant le caractère révolutionnaire et le dévouement à la cause du prolétariat. Si l'opération échoua, ce fut uniquement parce que les Jeunesses libertaires, indignées d'une telle campagne, déclarent ne pas croire un seul mot des calomnies lancées contre un parti dont des milliers de militants se battaient à leurs côtés sur le front et qui sacrifièrent un grand nombre de leurs à la cause de la lutte antifasciste. Devant cette contre-offensive inattendue les staliniens reculèrent, mais commencèrent peu de temps après une campagne sourde contre les anarchistes, campagne qui finit par empoisonner complètement l'atmosphère et par faire craindre les pires violences.
La Tchéka à l’œuvre

On pouvait s’y attendre d’autant plus qu’en d’ autres régions, où la C.N.T. disposait d’une influence plus réduite, on n’avait pas hésité à employer contre elles toutes les méthodes de répression possibles : suspension et confiscation des organes confédéraux, emprisonnement des leaders syndicaux, assassinat des militants, emploi de la force publique contre les groupes récalcitrants, etc... A Madrid le communiste Cazorla s’était fait une spécialité de ces assassinats. Toutes les nuits, dans les localités de son ressort, des militants syndicalistes tombaient sous les balles d’assassins mystérieux, dont on ne retrouvait jamais la trace. Il est vrai qu’en guise de compensation, il mettait chaque jour en liberté des fascistes notoires. Dénoncé publiquement après plusieurs mois de cette activité louable, comme un agent de la « cinquième colonne », il eut la chance d’échapper à l’enquête, et au châtiment qui aurait suivi inévitablement, par suite de la dissolution, prononcée entre temps, au Conseil de la Défense de Madrid, dont il était l’un des meilleurs orne-ments. A Murcia fonctionnait une véritable Tchéka, qui torturait et assassi- nait les militants révolutionnaires, procédait à des simulacres d’exécution, etc... A Valence et dans la région, de véritables batailles rangées s’étaient livrées entre les mili- ciens anarchistes de la « colonne de fer » et la police du gouverne- ment. A Bilbao, sur l’ordre des autorités nationalistes, on avait con- fisqué l’organe de la C.N.T., emprisonné tout le Comité régional et remis son local aux communistes. A Puigcerda, des détachements de carabiniers avaient été envoyés contre les anarchistes de la région, afin de leur enlever le contrôle de la frontière, et des rencontres sanglantes avaient eu lieu, au cours desquelles le leader anarchiste Anton Martin avait trouvé la mort.

Il était évident, pour qui en son ouvriére créée au lendemain du coup d’Etat fasciste, et qui avait rendu des services incalculables à la révolution. Comme elles étaient armées et formées d’hommes résolus et disposés à se défendre, les républicains, unis aux staliniens, en demandaient depuis longtemps la suppression. Après de longs débats, qui se poursuivaient durant des semaines entières, on avait fini par en décroter la dissolution. Mais com-
ment exécuter le décret ? Il eût fallu pour cela employer la violence, et personne ne se sentait de taille à entreprendre l'opération. On préférera attendre une occasion meilleure.

Celle-ci ne devait pas tarder à se présenter. Tout concourait en effet à préparer l'explosion finale : la volonté ferme du Gouvernement russe d'écarteler l'extrême-gauche, non seulement des postes de direction, mais de la vie politique en général, l'obligation où se trouvaient les partis républicains d'écraser l'opposition révolutionnaire pour rétablir le régime antérieur au 19 juillet et préparer les conditions d'un compromis avec les factieux, et enfin le désir exprimé par les gouvernements de Londres et de Paris, de voir s'installer à Valence un gouvernement modéré, avec lequel on pourrait causer.

Que l'on songeait depuis longtemps à un coup de force, c'est ce que prouve, entre autres, l'incident des autos blindées volées par les staliniens. L'affaire est trop belle pour qu'on ne la raconte pas ici. Un jour des miliciens de la caserne Vorochilov (appartenant aux staliniens) se présentèrent dans un dépôt relevant du Conseil de la Défense en montrant un ordre signé du camarade Vallejo, commissaire à l'industrie de guerre, aux termes duquel le chef du dépôt devait remettre aux porteurs onze autos blindées, récemment sorties de l'usine et destinées au front. L'ordre paraissant authentique le chef du dépôt remît les autos en question. Or, il s'avéra peu après que si la signature était authentique, le texte ne l'était pas. Alors qu'il s'agissait de la livraison de quelques pièces détachées, on avait supprimé la mention de ces pièces, que l'on avait remplacée par celle des autos blindées.

La supercherie une fois découverte, on se mit à la recherche des voitures volées. Elles avaient été amenées tout simplement à la caserne Vorochilov. Immédiatement alertées, les patrouilles de contrôle encerclèrent la caserne, dont le commandant fut sommé d'avoir à restituer immédiatement les autos blindées. Il commença par nier qu'on eût introduit des voitures blindées dans la caserne, puis déclara tout ignorer, et finit enfin par avouer qu'elles se trouvaient là. Sommé de les restituer, il s'exécuta, et les voitures furent ramenées au dépôt. L'enquête révela que l'ordre avait été falsifié par le commissaire politique de la caserne Vorochilov, qui le reconnut d'ailleurs lui-même quelques jours plus tard dans une lettre larmoyante adressée au Conseiller de la Défense, et où, à la façon des confessions publiques de mode en U.R.S.S., il « avouait ses torts ».

Aucune sanction ne fut prise. Le Gouvernement fit tout son possible pour étouffer l'affaire. Quel reproche pouvait-il, d'ailleurs, faire à l'auteur de ce vol, sinon d'avoir été découvert ? Quant aux staliniens, les véritables responsables du vol, ils déclarèrent comiquement que parler de cette affaire, c'était se rendre coupable de divulgation de secrets militaires.

Il reste à se demander dans quel but les staliniens avaient voulu s'emparer des autos en question. A cela la réponse est claire : en vue du coup de force projeté depuis longtemps contre les anarchistes et le Poum. Si la réaction n'avait été aussi immédiate et aussi vigoureuse, ce coup de force se serait-il produit plus tôt ? On ne sait. Ce
qui est sûr en tout cas, c'est qu'il devait se produire. C'était l'aboutissement obligé de toute une politique, l'acte qui devait consacrer définitivement le triomphe de la contre-révolution en Espagne.

Quand il éclata, d'une façon qui surprit tout le monde en apparence, il n'y eut que les naïfs pour s'en étonner.

La semaine sanglante de Barcelone

Les origines du drame

On s'y attendait, à vrai dire, depuis longtemps. Mais l'événement surprit tout le monde, ceux du moins — et c'était l'immense majorité — qui n'étaient pas au courant de ce qui se tramait dans la coulisse.

On ne se livre pas pendant des mois une guerre sourde à coups de communiqués, de manœuvres et d'intrigues, sans que cela finisse par un éclat. Surtout quand les passions sont exacerbées et que chacun est armé jusqu'aux dents, comme c'était le cas à Barcelone.

De quoi s'agissait-il, au fond ? Du régime social à donner à l'Espagne et de la solution à apporter au problème de la guerre. Deux problèmes qui n'en faisaient qu'un en réalité. Tandis que les républicains, les socialistes et les staliniens étaient partisans du retour à l'état de choses antérieur au 19 juillet, c'est-à-dire de la République démocratique et parlementaire, les anarcho-syndicalistes de la C.N.T. et les communistes dissidents du Poum préconisaient au contraire une république socialiste, seule capable, disaient-ils, de donner satisfaction aux besoins des masses et d'empêcher à tout jamais un retour offensif du fascisme. Il est clair que selon qu'on penchait pour l'une ou pour l'autre de ces solutions on adoptait vis-à-vis de la guerre une attitude différente. Alors que les uns songeaient à un accord possible avec Franco et y travaillaient en silence, les autres en repoussaient l'idée avec colère.

Encore s'il ne s'était agi que d'une querelle intérieure ! Mais d'autres facteurs intervenaient qui compliquaient dangereusement la situation, à savoir l'action des puissances étrangères. Je ne parle pas ici de l'Allemagne et de l'Italie — dont on connaît l'action en faveur de Franco — mais des puissances dites démocratiques : la France, l'Angleterre et la Russie, dont l'attitude en face de la guerre civile
espagnole a fait l'objet de tant d'interprétations diverses ! Attitude qui s'explique par ce seul et unique souci : empêcher une victoire de Franco, qui serait en fait une victoire d'Hitler et de Mussolini, mais empêcher également une victoire d'un gouvernement appuyé sur les forces révolutionnaires, qui impliquerait par la force même des choses le triomphe de la révolution en Espagne.

Pour ce qui est de l'Angleterre et de la France, cela se comprend facilement. En ce qui concerne la Russie, il faut bien tenir compte qu'une révolution socialiste en Espagne, par les répercussions qu'elle ne manquerait pas d'exercer dans les autres pays, compromettrait dangereusement l'équilibre des forces en Europe, équilibre sur lequel la Russie fonde actuellement toute sa politique, et risquerait, en outre, de lui arracher le contrôle du mouvement ouvrier international.

De ce point de vue, l'action du trio France-Angleterre-Russie s'éclaire admirablement. Elle consiste à tenir la balance égale entre les deux adversaires en s'opposant à tout avantage décisif de l'un sur l'autre, créant ainsi les conditions matérielles et psychologiques en vue d'un accord qui exclurait toute victoire complète d'un camp sur l'autre. L'une de ces conditions étant évidemment l'élimination des partis extrêmes, il fallait y procéder sans tarder.

Toute l'histoire intérieure de l'Espagne républicaine au cours de ces six derniers mois n'est que le déroulement progressif de cette action. Ce fut tout d'abord en décembre dernier l'élimination du Poum du gouvernement catalan, à la suite d'une crise provoquée par les staliniens sur l'initiative du consul soviétique de Barcelone, qui menaçait de ne pas livrer d'armes à la Catalogne aussi longtemps que ce parti ne serait pas exclu du Conseil de la Généralité. Ce fut ensuite les mesures contre la section du Poum de Madrid, la campagne effrénée menée contre ce parti, dénoncé comme un agent d'Hitler et de Mussolini, l'interdiction des organes de la C.N.T. à Madrid, à Valence et à Bilbao, les assassinats de militants syndicalistes à Madrid, assassinats perpétrés sous la direction du communiste Cazorla, délégué à l'Ordre public à la Junta de Défense de Madrid, et à Murcie, où fonctionnait une véritable Tcheka, l'arrestation du Comité régional de la C.N.T. à Bilbao, l'envoi de la garde d'assaut contre les anarchistes de Puigcerda, les campagnes insidieuses contre la C.N.T. en Catalogne, etc., etc., etc.,

Telles sont les causes réelles du drame de Barcelone.

La Provocation

Le 3 mai, à 2 h. 45 de l'après-midi, plusieurs camions de gardes d'assaut, sous le commandement de Rodriguez Salas, commissaire de l'Ordre public à Barcelone et membre du parti stalinien, vinrent se ranger devant l'édifice de la Centrale téléphonique, place de Catalogne. Depuis le début de la révolution, cet édifice était sous le contrôle des deux syndicats : C.N.T. et U.G.T., avec une représentation du Conseil de la Généralité. Mais la plupart des employés étant de la C.N.T. c'était en fait cette dernière qui en assurait la garde. Faisant irruption à l'intérieur du bâtiment, les policiers commandèrent :
« Haut les mains » aux miliciens qui se trouvaient là et les désarmèrent. Ils en firent autant aux étages supérieurs, jusqu'à ce que, le premier moment de surprise passé, ils se heurtèrent à une violente résistance, qui les obliga à redescendre précipitamment jusqu'au rez-de-chaussée.

L'agression avait échoué. En dépit de l'heure (une grande partie des employés et des miliciens de garde étaient sortis pour prendre leur repas de midi) et de la surprise, les assaillants n'avaient pas atteint leur but. La centrale téléphonique restait aux mains des forces syndicales, à l'exception toutefois du rez-de-chaussée, où restaient une partie des gardes d'assaut, tandis que les autres allaient se poster sur les toits de maisons voisines.

La nouvelle du coup de force se répandit rapidement. Informé de ce qui se passait, le Comité régional de la C.N.T. demanda des explications par téléphone à la Conseillère de la Sécurité Intérieure. Qui avait donné l'ordre d'occupation ? Il n'émanait pas du Conseil de la Généralité, qui n'avait pas eu à en délibérer. Interrogé, le conseiller de la Sécurité Intérieure, le républicain Agüedé déclara tout ignorer. En fait, l'ordre d'occupation exhibé par Rodriguez Salas portait sa signature. Il est vrai qu'en Espagne le mensonge est un péché vénial.

La provocation était si évidente qu'elle souleva immédiatement une vague d'indignation. Aussi la réponse ne se fit pas attendre. Une heure ne s'était pas écoulée que les miliciens de la F.A.I. et les membres des patrouilles de contrôle faisaient leur apparition. Bientôt les premiers coups de feu clôturèrent. L'effet fut instantané. En quelques minutes, il n'y eut plus personne dans les rues. Les commerçants avaient abaissé leurs rideaux de fer et l'on ne voyait plus que quelques passants qui se hâtaient de rentrer chez eux, en longeant les murs pour éviter les balles qui commençaient à siffler de tous les côtés. « Que se passe-t-il ? » On ne savait rien. Mais il fallait se mettre à l'abri.


Y eut-il en fait un mot d'ordre de lancé ? Ce point reste à éclaircir. Il est difficile de croire à un mouvement entièrement spontané, étant donné l'ampleur qu'il prit dès le début. Mais cela n'a qu'une importance secondaire. Car, spontané ou non, la rapidité avec laquelle il s'étendit prouve qu'il répondait à un état d'esprit profond dans la classe ouvrière.

La réaction fut telle qu'elle faillit tout emporter. Ce n'était certainement pas ce qu'avaient prévu les auteurs de la provocation. La nuit n'était pas encore tombée qu'il y avait des barricades dans toute la ville et même autour de la Généralité, où le gouvernement se trouvait assiégé par la force populaire. Les gardes d'assaut postés d'avance à tous les points stratégiques se virent bientôt submergés par cette immense vague humaine qui les tenait encerclés, tels des flots perdus au milieu d'un océan déchaîné. Les boutiques fermées, les tramways et les autobus rentrés à leurs dépôts, les taxis disparus.
de la circulation, la ville plongea dans un silence tragique, coupé de temps à autre par le bruit des coups de feu retentissant dans la nuit, ou le fracas subit des mitrailleuses.

La nuit passa ainsi, occupée de part et d’autre par les préparatifs de la lutte que chacun sentait imminente. Le gouvernement, manifestement débordé par cette résistance à laquelle il ne s’attendait pas, se taisait.

**La Bataille s’engage**

Au matin, toute la ville, exception faite des quartiers du centre, était aux mains des ouvriers.

Timidement d’abord, puis hardies par le calme qui régnait partout, les ménagères sortirent pour aller faire leurs emplettes. Puis elles rentrèrent, et la fusillade commença.

On se battait de rue à rue, de maison à maison, à coups de fusils, de mitrailleuses et de grenades à main. Place de Catalogne, les gardes d’assaut, postés sur les toits de l’hôtel Victoria, à l’angle de la Ronda San Pedro, de l’hôtel Colon, dont les stalinien s’avaient ouvert les portes, de la maison située à l’angle de la rue Pelayo, concentraient leurs feux sur les anarchistes retranchés aux étages supérieurs de la Centrale téléphonique. Ceux-ci répondaient à coups de mitrailleuses. Cela faisait un tel vacarme qu’on se serait cru sur le front.

Paseo de Gracia, les stalinien s de la maison Carlos Marx tiraient sur le syndicat anarchiste du Bois, dont le local se trouvait un peu plus loin, de l’autre côté de l’avenue. Dans la calle Corcega, une fusillade nourrie s’échangeait entre les gardes d’assaut qui défendaient le bâtiment de la police d’État, et les militants de la 8e section du Poum, qui avaient construit une barricade en face de leur local. Sur la Rambla, les miliciens de garde à la porte du Comité exécutif du Poum tenaient en respect une vingtaine de gardes d’assaut enfermés à l’intérieur du café Moka. Toutes les terrasses des maisons voisines étaient occupées par les miliciens du bataillon Rovira, qui surveillaient les environs et protégeaient le local de leur parti contre une attaque éventuelle de face ou de flanc. Plus loin, une barricade avait été construite au bas de la rue Bellver, où les miliciens du Poum échangeaient des coups de feu avec les « mozos de esquadra », retranchés sur la place, devant la Généralité.

Toute la place du Théâtre, où se trouvaient l’hôtel Falcon et le Comité local du Poum, avait été transformée en une véritable forteresse, défendue par des barricades de pavés et de sacs de terre. Il en était de même de la place Macia, tenue par les anarchistes. Sur les terrasses, des miliciens veillaient. Dans tout le quartier, des patrouilles formées d’hommes du Poum et d’anarchistes de la division Ascaso fouillaient les maisons, désarmant les gardes d’assaut et les stalinien s qui s’y étaient infiltrés, et qui, du haut des toits, lançaient sur les ouvriers.

La situation était la même dans le reste de la ville : tout le long du Paralélo, du port à la place d’Espagne, via Layetana, où se trou-
vait le siège du Comité régional de la C.N.T., à Pueblo Seco, à Sans, à Gracia, etc., où les anarchistes, maîtres de la rue, procédaient au désarmement des forces de police. À Sans, le quartier le plus populaire de Barcelone, 400 gardes civils avaient été ainsi désarmés et gardés à vue par les anarchistes. En d'autres endroits, par contre, où ils avaient fraternisé avec les ouvriers, on les avait autorisé à garder leurs armes, et on les voyait, le fusil à la Bretelle, qui s'entretenaient familièrement avec les miliciens. Mais tous ne manifestaient pas des dispositions aussi conciliantes. Une soixantaine de gardes civils, enfermés au Cinéma Américain, avaient refusé de se rendre. On fit venir un canon et on se mit en devoir de bombarder l'édifice. Au deuxième coup, ils se réfugièrent dans les maisons avoisinantes, où on les cueillit un à un.

Ailleurs la lutte fut plus sévère. De la gare de France — tenue par les anarchistes — à la Gobernacion, défendue par la garde civile, elle se poursuivit toute la journée, sans avantage marqué pour l'un ou l'autre camp. Un peu plus loin, plusieurs centaines de gardes civils, retranchés dans le parc, se trouvaient encerclés par les anarchistes, qui les attaquaient à coups de fusils, de mitraillettes, de grenades à main et même de mortiers. C'est là que la bataille fut la plus sanglante. Les bombes lancées par les mortiers détruisaient les retranchements de la garde, faisant sauter à plusieurs mètres de hauteur les corps déchiquetés de leurs malheureux défenseurs. La caserne Voro- chilov, où se trouvaient les troupes stalinienes, était assiégée par les miliciens de la colonne « Tierra y Libertad », qui la tenaient en respect à l'aide de six camions blindés dont les mitraillettes étaient braquées sur les fenêtres.

Cela dura ainsi toute la journée, avec seulement de courtes accalmies. Sous le soleil printanier on se battait, on s'entretint sans répit. Les rues, absolument désertes, n'étaient sillonnées que par les autos blindées de la F.A.I., les voitures des organisations qui passaient rapidement, accueillies par des rafales de coups de feu, et les ambulances, qui allaient ramasser les morts et les blessés jusque sur les barricades et les transportaient ensuite à l'hôpital-clinique, où ils atteignirent bientôt un chiffre impressionnant. Les médecins étaient surchargés de besogne. Il fallut faire appel à l'aide du dehors.

Ce n'est qu'à la nuit que le gouvernement se réveilla de sa torpeur. En fait, il n'y avait plus de gouvernement. Il avait été emporté par la tourmente. Au palais de la Généralité, les représentants des partis et des organisations syndicales s'étaient mis d'accord pour reconnaître que le Conseil avait cessé de vivre et qu'il fallait former une nouvelle équipe gouvernementale. En attendant, il était urgent d'arrêter le massacre. Vidielo, au nom de l'U.G.T., Vasquez, au nom du Comité national de la C.N.T. lancèrent à la radio des appels pathétiques, suppliant les combattants de cesser le feu en attendant qu'un accord intervienne. Les ministres anarchistes García Oliver et Federica Montseny, venus en toute hâte de Valence, appuyèrent cet appel de toutes leurs forces. Le premier fit un discours larmoyant. « Une vague de folie, déclara-t-il, a passé sur la ville. Il faut mettre fin immédiatement à la lutte fratricide. Que chacun reste sur ses positions,
sans tenter d'utiliser la trêve pour en conquérir d'autres. Le gouvernement va se réunir et prendre les mesures nécessaires... ».

Quant aux causes de la lutte, pas un mot. Pas un mot non plus de la provocation dont avaient été victimes les ouvriers, des sanctions qui s'imposaient contre les responsables et des mesures nécessaires pour en empêcher la répétition. Un véritable discours de politicien. Seule Federica Montseny fit allusion à la cause du conflit en déclarant que les événements de ce jour avaient montré une fois de plus qu'il ne fallait pas jouer avec la force de la classe ouvrière. Mais l'un comme l'autre se contentèrent de faire des promesses vagues.

Le président Companys, le commissaire à la propagande Miratvil·les, le directeur de Solidaridad Obrera, Toryho, parlèrent dans le même sens. Pendant plus d'une heure la radio portait au loin leurs appels, ponctués par le bruit des détonations et le claquement des balles qui venaient s'écraser sur les murs.

La deuxième journée

Mais la nuit se passa, sans apporter les décisions annoncées. Obéissant aux consignes données, les ouvriers étaient restés à leurs postes, attendant le résultat des délibérations gouvernementales. Le moins qu'ils pouvaient espérer était la restitution de la Centrale téléphonique et le châtiment des provocateurs. Mais rien de tout cela ne se produisit. Il était clair qu'en proposant une trêve, le gouvernement n'avait en vue que de gagner du temps. En ne prenant aucune mesure contre les fonctionnaires responsables du coup de force qui avait déclenché les hostilités, il montrait ouvertement qu'il se solidarisait avec eux. Il fallait donc s'attendre à une reprise de la lutte.

Au matin, les scènes de la veille se répétèrent. Les ménagères sortirent pour faire leurs provisions, puis retournèrent rapidement chez elles, tandis que les commerçants, qui avaient entr'ouvert leurs portes, se hâtaient de les refermer. Les rues, un moment animées, se vidèrent à nouveau, et les gens qui s'étaient enhardis jusqu'à se montrer aux fenêtres, furent priés, poliment, mais sur un ton qui n'admettait pas de réplique, de les refermer immédiatement et de regagner l'intérieur de leur appartement. Ce qu'ils firent sans tarder. Et la lutte recommença...

Elle fut encore plus violente que la veille. Exaspérés sans doute par les pertes subies, les adversaires, retranchés derrière leurs barricades, se mitraillaient à qui mieux mieux. Calle Salmeron et dans toutes les rues menant de la Diagonale au quartier ouvrier de Gracia, de nouvelles barricades avaient surgi. Des groupes de jeunes gens armés de revolvers et de fusils patrouillaient. Devant l'immeuble de l'ancien Consulat d'Allemagne, les anarchistes de la « Das » (groupe anarcho-syndicaliste allemand) avaient construit une barricade, surmontée d'une mitrailleuse, d'où ils dominaient toute la perspective du Paseo de Gracia. Au carrefour de cette dernière voie et de la Diagonale, il fallait passer entre la barricade du Poum et celle de la garde d'assaut, au risque de recevoir une balle qui ne vous était pas destinée. Plus bas, la bataille faisait rage. De tous les côtés, les balles-
siflaient, claquaient contre les murs, et il fallait, pour avancer, long-ger prudemment les maisons et courir de porte en porte. Vennes d’on ne sait où, des détonations éclataient soudain, auxquelles d’autres répondaient aussitôt, s’intensifiant parfois jusqu’à former de véri-
tables rafales.

Via Layetana, devant le Commissariat de l’Ordre public, une auto blindée passa à plusieurs reprises, criant d’une véritable pluie de balles la garde de service à la porte. Celle-ci répondit à coups de grenades, obligeant la voiture à s’arrêter. Il en sortit un homme et deux jeunes filles, dont une de vingt-et-un ans. C’était elles qui maniaient la mitrailleuse.

Place de l’Université, des coups de feu étant partis d’un local de l’Estat catala dans la direction d’un groupe de jeunes ouvriers des patrouilles de contrôle, ceux-ci décidèrent de le prendre d’assaut. En trois minutes, l’affaire était réglée. Se glissant le long du mur ils lancèrent quelques grenades dans les fenêtres, obligeant leurs adver-
saires à se retirer à l’intérieur de l’édifice, où on alla les cueillir. Résultat : deux morts et quinze blessés.

Cependant, au cours de cette deuxième journée de lutte, les révo-
lationnaires subissaient deux échecs importants : ils perdaient la gare de France, occupée par la garde civile, et la Centrale télépho-
nique, où les anarchistes, assiégés depuis deux jours dans les étages supérieurs, se rendaient aux gardes d’assaut. Échecs dus bien plus au manque d’unité et de cohésion des différents secteurs de la lutte qu’à la supériorité des forces gouvernementales. En réalité, malgré l’appui accordé à la police par les partis républicains et les staliniens, les révolutionnaires étaient les maîtres des quatre cinquièmes de la ville. S’ils avaient eu une direction centralisée et un but bien clair ils eussent pu s’emparer du pouvoir dès le premier jour de la lutte. Mais ils n’avaient ni l’un ni l’autre.

Les divisions du front, averties de ce qui se passait, proposaient de descendre sur Barcelone. Le Comité régional de la C.N.T. répondit qu’on n’avait pas besoin d’elles pour le moment et qu’on leur ferait signe si leur intervention s’avérait nécessaire.

La retraite

En réalité, on avait déjà décidé la retraite. Le soir même, les diri-
geants des deux centrales syndicales lancèrent de nouveaux appels, demandant aux ouvriers de quitter les barricades et de retourner chez eux. Pas un mot des décisions annoncées la veille. C’était le recul pur et simple, sans conditions. Recul que rien n’expliquait, sinon la crainte éprouvée par les dirigeants anarchistes devant une situation dont ils n’avaient pas mesuré toutes les conséquences et les respon-
sabilités qui allaient en découler pour eux. Mais alors, pourquoi avoir engagé la lutte ? On ne lance pas les ouvriers dans la rue pour leur demander ensuite de se retirer sans avoir rien obtenu. Car l’insur-
rection n’est pas un jeu.

On comprend donc que ces appels des leaders anarchistes ne furent pas écoutés. En dépit des exhortations de leurs chefs, les ouvriers
restèrent sur les barricades, décidés à poursuivre la lutte malgré tout. Avaient-ils combattu pendant deux jours et laissé un grand nombre de leurs sur le pavé pour s’en aller ainsi, sans avoir rien obtenu ? Les prenait-on pour des imbéciles ? Toutefois, au matin du troisième jour, il y eut un certain flottement. Une partie des combattants, fatigués et déçus, étaient rentrés chez eux. A la faveur de l’animation qui régnait toujours aux premières heures de la journée, quelques tramways s’étaient risqués à sortir des dépôts. Ils descendentirent sans encombre la rue Salmeron jusqu’au Paséo de Gracia, mais là, ils furent accueillis par une grêle de balles, qui les contraignit à rebrousser chemin.

Que se passait-il ? Ceci : les « Amis de Durutti », contrairement aux ordres du Comité régional de la C.N.T., s’étaient prononcés en faveur de la continuation de la lutte. Ce mot d’ordre répondait incontestablement au désir des masses. Les barricades, un moment abandonnées, furent réoccupées, les fusils remis en place sur les parapets. Telle était la faiblesse du gouvernement qu’il n’avait pas su profiter de l’accalmie pour prendre de nouvelles positions. En réalité, les forces de police étaient démoralisées ; une partie d’entre elles sympathisait ouvertement avec les révolutionnaires. Mis au courant de la situation, le Poum, qui avait, conformément au mot d’ordre de la C.N.T., appelé les ouvriers à cesser la lutte et à reprendre le travail, envoya des contre-ordres par téléphone. Le gouvernement, toujours assiégé dans le palais de la Généralité, s’avérait complètement impuissant.

Et la fusillade recommença. Mais on ne savait plus pourquoi on se battait. La Centrale téléphonique aux mains des gardes d’assaut, il eût fallu, pour la reprendre, employer l’artillerie lourde. A peine y en avait-il sur le front. Quant à s’emparer du pouvoir, comme le demandaient les « Amis de Durutti », pour imposer la formation d’une Junta révolutionnaire et le désarmement des gardes d’assaut, il ne pouvait en être question sans l’appui de la C.N.T. Loin de désirer une intensification de la lutte, celle-ci multipliait au contraire ses appels au calme. Au bout de quelques heures, le silence qui régnait sur la place de Catalogne s’étendit bientôt à la périphérie. A l’hôpital-clini- nique, on comptait déjà plus de 500 morts et des milliers de blessés, sans compter ceux qui, une fois pansés, avaient regagné leur domicile.

Entre temps, la radio annonçait que le gouvernement de Valence, vu la gravité de la situation, avait décidé de se charger du rétablissement de l’ordre public dans Catalogne. Trois navires de guerre, dont le « Jaime Ier », avaient jeté l’ancre dans le port. A Valence une briga- dge entière, venue de la Jarama, se préparait à partir.


Ce n’est qu’au lendemain matin, vendredi, à 9 heures, que les derniers combattants évacuèrent les barricades, emportant leurs armes. Ainsi se terminèrent les journées sanglantes de Barcelone. Elles
avaient montré la force des anarchistes et l'héroïsme de leurs troupes, mais aussi l'indécision de leurs dirigeants, leur peur des responsabilités, leur incompréhension totale des problèmes politiques. Si le complot oudi par Antonov Ovseenko avec la complicité du président Companys et des partis républicains en vue de l'écrasement de la C.N.T.-F.A.I. avait échoué, il avait eu du moins ce résultat de renforcer l'autorité du gouvernement de Valence en face de la Catalogne révolutionnaire. Il fallait se hâter d'en tirer profit. A peine les troupes de Valence étaient-elles arrivées à Barcelone que les staliniens qui, durant toute la lutte, s'étaient contentés de rester dans leurs édifices en se cachant courageusement derrière les gardes d'assaut, demandèrent à grands cris la mise hors la loi du Poum, ce pelé, ce galeux, d'où venait tout le mal...

L'ingérence soviétique en Espagne

Les fusillades de Barcelone posent désormais d'une façon très nette devant l'opinion mondiale la question de l'ingérence soviétique dans la politique espagnole.

Cette ingérence a commencé du jour où la Russie, comprenant le danger qu'il y avait à laisser l'Allemagne et l'Italie établir, sous le couvert de l'insurrection fasciste, leur domination sur l'Espagne, décida d'intervenir en envoyant au gouvernement de Madrid les armes dont il avait besoin. C'est grâce à cette aide, nullement désintéressée, comme on le verra tout à l'heure, que les antifascistes espagnols ont pu repousser l'attaque menée contre la capitale et gagner ainsi le temps nécessaire à l'organisation de la résistance. On comprend aisément qu'abandonnés par le reste du monde en face d'adversaires puissamment outillés, ils aient éprouvé un vif sentiment de reconnaissance à l'égard d'un pays, sans l'aide duquel ils eussent été irrémédiablement vaincus.

Que cette aide ait été tout à fait intéressée, pour cette excellente raison qu'en défendant l'Espagne républicaine contre les entreprises d'Hitler et de Mussolini, c'est avant tout elle-même et ses alliés que la Russie défendait, personne n'en voulut tenir compte. Aux yeux du public, l'intervention de la Russie était due uniquement à son amour pour la démocratie, représentée par le gouvernement de Madrid. On pense bien que la presse stalinienne fit tout son possible pour accréditer ce point de vue.

Ce serait mal connaître les Russes que de s'imaginer qu'ils n'allaient pas en tirer tout le profit possible. Ne s'étaient-ils pas fait depuis


Cet accroissement de l’influence soviétique en Espagne fut consacré officiellement par l’entrée dans le gouvernement Caballero de deux ministres staliniens : Jesus Hernandez, pour l’Instruction Publique, et Vicente Uribe, pour l’Agriculture. Si l’on voit mal, après huit mois, ce que ces deux hauts dignitaires communistes, d’ailleurs à peu près illétrisés, ont fait dans leurs départements respectifs, on voit beaucoup mieux de quelle manière ils utilisèrent leur présence au gouvernement pour travailler à renforcer l’influence de leur parti, et par là de l’Union soviétique. On peut en dire autant des représentants staliniens au Conseil de la Généralité de Catalogne, dont toute l’action s’inspira davantage des intérêts de leur parti que du souci des obligations de leur charge. Renforcement d’influence facilité d’ailleurs par l’absorption d’une partie des socialistes dits de gauche (fusion des Jeunesse communistes et des Jeunesse socialistes), la sympathie de plus en plus marquée des républicains pour un parti qui défendait avec plus de vigueur que’eux-mêmes leurs propres positions, l’attitude bienveillante des anarchistes, enfin et surtout le ralliement d’une grande partie de la petite et de la moyenne bourgeoisie à une organisation dont la politique consistait uniquement à « faire la guerre » et à empêcher toute atteinte, si modeste fût-elle, au régime social existant.

Le terrain était donc tout préparé lorsque, les relations politiques ayant été officiellement établies avec l’Union soviétique, celle-ci envoya ses représentants en Espagne. De ce jour l’emprise de la Russie sur la politique espagnole alla en s’accroissant.

Jusqu’alors en effet le régime instauré au lendemain de l’insurrection fasciste avait été relativement démocratique. Contraire de s’appuyer, pour tenir tête à la rébellion, sur l’ensemble des organisations ouvrières, qui constituaient en fait les seules forces restées vivantes dans le pays, le gouvernement de Madrid avait dû leur laisser une liberté d’action à peu près complète, les considérant toutes comme
des membres, jouissant de droits égaux, du bloc antifasciste. Il n'en fut plus de même du jour où les représentants de l'Union soviétique vinrent s'installer en Espagne. Dès cette époque commence une campagne sourde, mais acharnée, tendant à éliminer de ce bloc ses éléments les plus avancés, ceux qui, prenant la révolution au sérieux, voulait en tirer le maximum pour la classe ouvrière : les anarcho-syndicalistes de la C.N.T. et les communistes dissidents du *Poum*. Campagne poursuivie avec méthode et persévérance, et qui n'allait pas tarder à porter ses fruits.

En voici les étapes, brièvement résumées :

Au début du mois de novembre, lorsque le gouvernement quitta Madrid, menacée d'être prise par l'ennemi, pour Valence, en déléguant ses pouvoirs à un Conseil de défense présidé par le général Mijaja, l'ambassadeur soviétique, par l'intermédiaire du parti communiste espagnol, s'opposa nettement à ce que le *Poum* y fut représenté, malgré l'opinion contraire de tous les autres partis, et quoique le *Poum*, aux dires mêmes du ministre Prieto, eût été la seule organisation dont le comité resta sur place, en dépit du danger. Toutes les démarches en vue de faire revenir le gouvernement sur cette décision se heurtèrent à l'opposition irréductible de l'ambassade soviétique.

Au mois de décembre, sur l'initiative d'Antonov Ovsenko, consul soviétique à Barcelone, les représentants staliens au Conseil de la Généralité provoquèrent une crise au sein du gouvernement catalan, en exigeant l'élimination du *Poum*. C'était évidemment un premier pas vers l'élimination des syndicalistes de la C.N.T. Ceux-ci le comprirent. Ils résisterent aussi longtemps qu'ils purent, mais le Consulat soviétique déclarant que tant que le *Poum* serait représenté au gouvernement de la Catalogne celle-ci ne recevrait aucune arme, ils furent finalement contraints de céder. (Le plus comique, si ces choses pouvaient comporter un aspect comique, c'est que ces armes tant promises, et avec lesquelles les Russes firent constamment chanter les dirigeants de la Catalogne, ne sont jamais arrivées. Et pour cause. Elles n'arriveront que le jour où ils auront le contrôle absolu de cette province.)

Encouragés par ce succès, les staliens, sous l'inspiration évidente de l'ambassade soviétique, essayèrent d'utiliser le procès « antitrotskiste » de Moscou pour demander la mise hors la loi du *Poum*, dénoncé comme « agent d'Hitler et de Franco ». Mais l'offensive échoua cette fois, non pas tant devant l'incrédulité générale du public que devant les protestations des anarchistes, qui déclarent ne pas croire un seul mot des calomnies lancées contre un parti dont ils avaient appris à connaître le courage et le dévouement. Il fallut battre en retraite et remettre à des temps meilleurs la réalisation d'un dessein aussi cher.

Mais il était apparu qu'aussi longtemps que la C.N.T. conserverait l'influence dont elle jouissait dans les milieux ouvriers il était impossible aux staliens d'entreprendre quoi que ce soit de décisif en Espagne. Il fallait donc combattre cette influence, et, si possible, l'éliminer complètement. C'est à quoi s'employa désormais la politique russe. La campagne commencée contre le *Poum* fut étendue à la
C.N.T. Les correspondants de la presse soviétique envoyèrent à leurs journaux toute une série d'informations sur le mouvement anarchiste, à tel point mensongères qu'elles soulevèrent à plusieurs reprises des protestations véhémentes de la part des organes confédéraux. Il suffit de constater la concordance de ces publications avec la campagne menée en Espagne même pour voir immédiatement qu'elles répondaient à un mot d'ordre très net de la politique stalinienne.

Cela alla si loin qu'on résolut de se débarrasser du gouvernement Largo Caballero, jugé trop indépendant à l'égard des exigences soviétiques et trop soucieux de maintenir l'unité avec la C.N.T. Une violente campagne fut engagée contre le vieux leader de la gauche socialiste par les dirigeants des « Jeunesses socialistes unifiées », dans le but évident de l'obliger à démissionner, pour faire place à un ministère dirigé par Prieto, leader de la fraction modérée du parti socialiste et connu depuis longtemps comme partisan de la médiation. Si ce ministère ne put se former alors, c'est uniquement par le fait que la victoire sur le front de Guadalajara, en renforçant considérablement l'autorité du gouvernement Caballero, contrainait ses adversaires à remettre à plus tard la réalisation de leur plan.

Mais on n'y renonçait pas pour cela. Bien au contraire, la campagne contre les organisations d'extrême-gauche se poursuit avec plus d'acharnement que jamais. Mise hors la loi du Poum à Madrid, interdiction des organes de la C.N.T. et de la F.A.I., arrestations et assassinats de militants syndicalistes, confiscation du local de la C.N.T. à Bilbao et remise de ce local au parti stalinien, envoi de la force publique contre les anarcho-syndicalistes dans un grand nombre de localités : on ne compte plus les vexations et les provocations auxquelles le gouvernement de Valence se livra contre les éléments d'extrême-gauche. Que ces mesures aient été inspirées par Moscou, il suffit pour s'en convaincre d'en suivre l'écho dans la presse soviétique et de constater d'autre part les liaisons étroites qui existaient, au vu et au su de tout le monde, entre les représentants de l'Union soviétique en Espagne et les dirigeants du parti communiste espagnol, membres ou non des organismes gouvernementaux.

A Barcelone ces liaisons étaient si flagrantes qu'on ne se donnait même plus la peine de les cacher. Il ne se passait pas de jour que l'un des conseillers communistes de la Généralité ou des membres influents du parti stalinien ne se rendit auprès d’Antonov Ovschéiko pour y recevoir des ordres. Au mépris de la réserve qui s'impose à tout représentant diplomatique en pays étranger, le Consul soviétique intervenait publiquement dans la vie politique espagnole, envoyait des communiqués à la presse, où il prenait grossièrement parti les journaux et hommes politiques coupables de ne pas se soumettre à sa dictature, assistait ouvertement à des meetings et des manifestations, où on se livrait à de violentes attaques contre d'autres secteurs du front antifasciste, donnait des ordres à la police, au commissariat de la propagande, etc., se conduisant en tout comme s'il était le maître du pays. Les Catalans, dont la susceptibilité est extrême et l'esprit d'indépendance bien connu, l'en maudissaient en secret, mais lui obéissaient néanmoins. Miratvillé, le commissaire à
la propagande, se dépêchait d'accourir à ses coups de téléphone, et se faisait rabrouer comme un domestique pris en faute. On n'en finirait pas de raconter toutes les histoires qui courrent à ce sujet, et dont les Barcelonais font naturellement des gorges chaudes.

Il en était de même à Valence, où les ministres protestaient dans le privé contre l'ingérence excessive des Russes, mais faisaient néanmoins toutes leurs volontés.

Car ils sont les maîtres. Les derniers événements de Barcelone l'ont bien montré. Si nous disons que ces journées tragiques qui ont coûté la vie à plus de 800 personnes, furent le résultat d'un complot oublié par les représentants soviétiques en Espagne, avec la complicité du président Companys et du parti stalinien, on ne nous demandera pas, je pense, d'en apporter la preuve écrite. De telles preuves n'existent pas dans l'histoire. On ne peut que les déduire des circonstances et faits politiques, dont le caractère patent éclate à tous les yeux, et du but général poursuivi. Or celui-ci est suffisamment clair pour nous permettre d'affirmer, sans crainte d'être démenti, et étant donné tout ce que nous savons déjà sur l'action de la diplomatie soviétique en Espagne, que la provocation dont furent victimes les anarchistes de Barcelone a été froidement voulue et préméditée par les partis bourgeois et staliniens, instruments dociles de la politique soviétique en Espagne. Il s'agissait, à la faveur de la répression qui aurait suivi le soulèvement des anarchistes, d'écraser l'extrême-gauche en vue de préparer les conditions favorables à la médiation. Si elle n'a pas entièrement réussi par suite de la réaction violente des masses ouvrières, qui mit un moment en danger l'existence même du gouvernement catalan, et de la pusillanimité des dirigeants anarchistes, ce ne fut certainement pas la faute de ses auteurs. Mais le fait qu'il n'y eut aucune sanction prise contre les responsables du coup de force, décidé en dehors de toute délibération légale, prouve assez la complicité des dirigeants officiels et que le coup de force a été voulu, dans un but que nous connaissons maintenant. La formation du ministère Negrin au lendemain même de ces événements, ministère dirigé en réalité par Prieto, et d'où sont exclus les représentants des organisations syndicales, en fournit une preuve supplémentaire. « Le moment, a déclaré M. Negrin, n'est pas encore venu pour la médiation. » Ce qui veut dire qu'il viendra un jour. Ce jour-là on pourra dire que la politique poursuivie avec persévérance et acharnement par Moscou depuis l'arrivée de ses représentants en Espagne a triomphé.

Mais est-ce pour cela que tant de milliers d'hommes se sont sacrifiés ?
Le Guépéou à l'œuvre en Espagne

C'est assurément sans aucune joie que j'entreprends d'écrire cet article. On me comprendra facilement. Il y a des sujets qu'on ne peut traiter qu'avec répugnance. Mais, quelque blindé qu'on soit contre les mille et une turpitudes que comporte la vie politique, il est des crimes qu'on ne peut passer sous silence, sous peine de s'en rendre complice. J'ai promis de parler. Je parlerai.

Il était clair, pour tous ceux qui connaissent les méthodes d'action des Russes, qu'au fur et à mesure que leur influence pénétrerait en Espagne, on assisterait au développement des méthodes grâce auxquelles la Guépéou réussit à débarrasser les dirigeants de Moscou de leurs adversaires les plus dangereux. Certes, le fait qu'en dépit de toutes les bonnes dispositions du gouvernement de Valence à l'égard de la Russie soviétique, celle-ci ne dominait pas entièrement en Espagne, interdisait l'emploi de certaines méthodes, dont la réussite nécessite le concours absolu de tous les rouages de l'État. Mais il restait l'assassinat pur et simple, à l'aide duquel on se défait d'adversaires gênants. Les conditions de la guerre civile, ainsi que la complicité bienveillante de la police espagnole, où la Russie avait d'ailleurs ses agents, favorisaient singulièrement ce moyen d'action politique. Lorsque les hommes tombent par milliers, tant au front qu'à l'arrière, qui s'intéresse en effet à quelques disparitions plus ou moins mystérieuses ?

Nulle part les conditions n'étaient aussi favorables qu'en Espagne à l'activité de la Guépéou. Ces conditions étant données, on pouvait s'attendre, avec une certitude quasi-mathématique, à voir se manifester cette activité.

Cela ne tarda pas. C'est au mois d'octobre que les représentants de l'Union soviétique arrivèrent en Espagne avec leur suite ordinaire d'espions et de policiers. Or, dès le mois de décembre, on parlait ouvertement à Barcelone d'un complot ouvert par le Guépéou pour faire disparaitre les principaux dirigeants du Poum. Ces bruits étaient-ils fondés ? En vue de prévenir toute tentative de ce genre on avait fait discrètement savoir au P.S.U.C. qu'en cas d'agression contre l'un quelconque des dirigeants du Poum, on exercerait immédiatement des représailles. Il faut croire que l'avertissement avait du bon, car aucun attentat ne se produisit. Peut-être considéra-t-on également que la situation n'était pas mûre.

Si elle ne l'était pas à Barcelone, elle l'était par contre à Madrid, de bonne heure, les staliniens réussirent, avec l'appui des « Jeu-
nesses unifiées», et en profitant de la passivité des socialistes, à s'emparer d'une grande partie des postes dirigeants. A la faveur de la situation toute spéciale qui régnait dans la capitale où, par suite du départ du gouvernement, tous les pouvoirs étaient aux mains des militaires, les méthodes terroristes firent rapidement leur apparition. L'ordre public y avait été confié à un jeune stalinien au passé obscur, Cazorla, qui acquit rapidement une triste célébrité, en faisant disparaître tous les militants révolutionnaires, considérés comme gênants. Comme il ne pouvait être question, aussi longtemps qu'il y aurait des syndicalistes au gouvernement, d'une interdiction des organes anarchistes et confédéraux, on eut recours à la suppression physique des membres les plus actifs des syndicats de la C.N.T. Toutes les nuits, un certain nombre d'entre eux tombaient sous les balles d'assassins mystérieux que la police, bien entendu, ne retrouvait jamais. Le scandale devint tel que le journal Castille Libre accusa publiquement Cazorla d'être un espion fasciste au service de Franco. On révéla à cette occasion que Cazorla avait mis en liberté un certain nombre de fascistes notoires, qui se promenaient tranquillement à Madrid, tandis qu'on assassinait par dizaines les militants révolutionnaires. A la suite de cette dénonciation une enquête fut ouverte. Mais à ce moment arriva de Valence l'ordre de dissolution du Conseil de la Défense de Madrid. Cazorla, démis de ses fonctions, échappa ainsi à l'enquête et au châtiment qui s'en serait suivi inévitablement. Peut-être un jour saura-t-on qui tirait les ficelles de ce pantin sanglant.

Entre temps, il avait trouvé des imitateurs. C'est ainsi que Solidaridad Obrera révéla l'existence à Murcie d'une véritable « tchéka », qui terrorisait la population, fusillant les militants après les avoir torturés, procédait avec d'autres à des simulacres d'exécution, et se livrait à d'autres amusements du même genre, sous le regard complice des autorités.

Ici Marcel Ollivier entreprenait le récit de l'enlèvement mystérieux d'un journaliste. Tout désigne comme responsable l'ambassade russe de Barcelone, qui assouvit une basse vengeance ou veut exercer un odieux chantage. Sur la demande des parents dont nous voulons respecter le dernier espoir, nous supprimons le passage et pour éviter de bouleverser la mise en page, nous le remplaçons par des extraits de la presse espagnole.

**Qui donnait des ordres au gouvernement Catalan ?**

Le 6 courant, à 11 heures du soir, la dépêche suivante fut lancée par le poste-émetteur du P.S.U.C. (parti stalinien) de Barcelone :

« Sesé est tué. Veillez et préparez-vous. J'espère que nous obtiendrons un grand triomphe. Je donnerais des directives à quatre heures du matin, sans préjudice d'une communication plus rapprochée si c'est nécessaire. »

Le reste de la dépêche, chiffré, était adressé au Commissaire de l'Ordre public de la Généralité de Catalogne.

Boletin C.N.T.-F.A.I. (Gérone), 9 mai 1937.
Les Journées Sanglantes de Barcelone

Nous aimerions savoir de quelle autorité étrangère le Commissaire de l'Ordre public recevait les ordres qui devaient mener au « grand triomphe » de Staline sur le prolétariat catalan.

M. l'Ambassadeur soviétique Antonov Ossiienko ne pourrait-il nous renseigner à ce sujet ?

Un appel des Jeunesses Anarchistes

Vers le début de mars, la Fédération Ibérique des Jeunesses Libertaires lança à la population de Barcelone un tract qui dénonçait toute une série d'actes de sabotage organisés par les secteurs du P.S.U.C.

Justice ! clamaient les Jeunesses Libertaires, et on le comprendra d'autant mieux que les faits rapportés demandaient un prompt et déterminé jugement qui écarterait à tout jamais les auteurs de ces méfaits des charges responsables qu'ils occupaient.

« Certains chefs de la caserne Karl Marx firent enlever onze tanks d'un magasin des industries de guerre. Pour ce faire, ils falsifierent timbre et signature d'organisations responsables.

« Tandis que les ménagères se désespéraient dans l'attente des distributions, alors qu'à Barcelone régnait la disette, des camarades des patrouilles de contrôle trouvèrent dans un garage de la rue Balmas n° 228, converti en magasin clandestin de la Conseillerie d'approvisionnement, 21.000 kg de pommes de terre en état de décomposition.

« Dès que ceci fut rendu public, une multitude de femmes indignées par ces faits, accoururent au dit garage et se distribuèrent rapidement les pommes de terre qui étaient emmagasinées clandestinement, alors que le peuple en manquait et qu'on en manquait même dans les tranchées.


« Pendant qu'à Reus on vérifiait la collecte, le commissaire général de l'Ordre publique, Rodriguez Salas envoya dans la dite localité avec d'abominables intentions, quatre camions de gardes d'assaut. On ajouta la grande tragédie grâce au sang-froid du délégué de l'ordre public de Tarragone, affilié à l'Esquerra Republicana, qui s'opposa au passage des gardes Tarragone, et grâce au président du Conseil Municipal de Reus qui se refusa résolument à laisser entrer les quatre camions dans ce village.

« Les camarades de Reus espéraient que Rodriguez Salas viendrait en personne au lieu d'envoyer des gardes d'assaut, car cela lui aurait donné l'occasion de justifier, ou d'éclaircir ses ballades par Reus et Tarragone dans les années 1920-21, quand il exigeait des caisses syndicales certaines sommes, sans vérification ni reçu.
« On pourrait citer des cas qui démontrent d'une façon palpable que Rodriguez Salas est un agent provocateur, ainsi le cas de Granollers où il tenta le même coup de force qu'à Reus, malgré les avertissements téléphoniques et personnels de Tarradellas, et nous sommes disposés à donner des preuves à qui les désirera.

« Mais nous disons que la vie politico-sociale de Catalogne ne peut continuer plus longtemps dans les mains des individus de si basse morale.

« Martin, Comorera et Rodriguez Salas, doivent comparaître devant un tribunal du peuple, devant un tribunal révolutionnaire.

« Il n'y a pas d'union possible avec ceux qui trahissent jurement. Si on veut l'unité et qu'on veut éviter une catastrophe, il faut enlever les charges publiques aux provocateurs et maîtres-chanteurs.

« Justice pour tous, ceux d'en bas comme ceux d'en haut !

« Les Jeunes Libéraux le demandent ;

« Le peuple travailleur et révolutionnaire l'exige ! »

Ici se termine le texte de Marcel Ollivier

Mais, finissons-en sur ce sujet qui nous répugne. La presse a annoncé en son temps la mort du professeur Berneri, l'anarchiste italien, victime comme tant d'autres des journées sanglantes de Barcelone. Ce qu'elle n'a pas dit, c'est que Berneri, ainsi que son compagnon Barberi, ont été assassinés lâchement par les staliniens, sur l'ordre de qui, on s'en doute. Lorsqu'on retrouva leurs cadavres on s'aperçut que le premier avait été éventré, et le second mutilé si affreusement que sa femme ne put le reconnaître qu'à la couleur de ses chaussettes. Telles sont les méthodes de lutte politique actuellement en usage en Espagne.

On pourrait mentionner encore l'assassinat d'un grand nombre de militants du Poum et de la C.N.T. …

Il fallait que ces choses soient dites. Le public jugera.

Marcel OLLIVIER.

---

La fin des illusions

Sous ce titre « l'Espagne Nouvelle », bulletin hebdomadaire d'information sur la révolution espagnole, publie un éditorial dont nous reproduisons l'essentiel ci-dessous. D'inspiration anarchiste ce petit organe qui se refuse à tous les conformismes, combat pour la défense des conquêtes révolutionnaires du prolétariat espagnol. Notre devoir est de le soutenir dans cette tâche courageuse (1).

Le gouvernement Negrín a rompu avec l'héritage du 19 juillet. Il
n'admet dans son sein aucune représentation même indirecte des vainqueurs de juillet, des masses ouvrières et paysannes, socialement organisées. Il n'admet aucun fédéralisme populaire, pas plus celui des Basques, que celui des Catalans. Il entend exercer seul et directement, toute l'autorité gouvernementale depuis le Détroit de Gibraltar jusqu'aux Pyrénées, et ne tolérer aucune initiative régionale ou locale en dehors de cette autorité. Il n'admet plus aucune mesure de collectivisation ou de socialisation, aucun contrôle des syndicats ni des comités ouvriers sur la production, ni sur la guerre, ni sur la vie publique. En fait, il n'admet même pas l'existence des comités ni des syndicats. La chasse aux syndiqués est déjà commencée. Les bandes policières de « l'ordre » arrêtent les travailleurs, leur arrachent leurs foulards ou insignes confédéraux, déchirent les cartes des organisations, prennent d'assaut les domiciles syndicaux, s'emparent des autos qui portent encore les inscriptions des organisations ouvrières, suppriment les laissez-passer et les « crédentiales » délivrés aux militants.

Lors du putsch policier de Barcelone, douze de nos jeunes camarades furent trouvés morts, les yeux sortis, les langues et les organes sexuels coupés, leurs carnets d'organisation liés au cou par une ficelle. Cette mutilation symbolise le rôle que le nouveau gouvernement réserve aux travailleurs espagnols : mourir sans rien voir et sans rien dire. Mourir au front, pour une cause qui n'est plus la leur. Mourir à l'arrière, dans les guet-apens de la police gouvernementale et de la Tchéka stalinienne qui constitue là-bas une sorte de super-police aux ordres directs de l'ambassade soviétique. Voilà la vérité qu'étouffent la censure gouvernementale et la complaisante lâcheté des journalistes confédéraux.

**

Est-ce à dire que la cause révolutionnaire soit perdue ? Non. Elle vient, au contraire, d'échapper à un grand danger. La politique du gouvernement Negrín vient de ressusciter la lutte de classes. La politique de Caballero aurait prolongé la collaboration de classes. La politique de Negrín rejette dans l'opposition, sinon dans une complète illégalité, tout le prolétariat organisé et toute la paysannerie révolutionnaire. La F A I, la C N T, le P O U M, l'U G T elle-même, en tant que parties intégrantes des collectifs et des comités d'entreprises, sont frappés et insultés en bloc. Les faux semblants du « ministère des masses », de la « discipline volontairement consentie », des « sacrifices nécessaires à la conservation de l'union antifasciste », cessent par là d'avoir cours, dans le sein des organisations anarcho-syndicalistes et révolutionnaires.

« L'esprit de guerre », si habilement développé par le ministère précédent, reste provisoirement le drapeau du gouvernement actuel. Mais le programme réel de ce gouvernement est en désaccord criant avec sa démagogie jusqu'au boutiste. Ce programme, ce n'est pas la guerre à outrance, mais la médiation. En fait, aucun gouvernement n'est aussi incapable de faire la guerre que le gouvernement Negrín. Le peuple espagnol est foncièrement antimilitariste. On peut lui faire acclamer la mobilisation, mais il ne se laisse pas mobiliser. Le gou-
Le guepeou en Espagne

Gouvernement Caballero « gagnait la guerre » avec la peau des anarchistes. Le gouvernement Negrín ne put espérer en faire autant. Le gouvernement Caballero était un gouvernement souple. Le gouvernement Negrín est un gouvernement faible, en ce sens qu'il a besoin à l'arrière des corps armés sans lesquels il ne peut se maintenir (la Garde Civile, la Garde d'Assaut, les divers corps de police armée, la Tchéka stalinienne). Les membres de ces organismes ne considèrent d'ailleurs pas qu'il puisse entrer dans leurs attributions de monter au front et de faire la guerre. Les officiers d'origine bourgeoise se réserveront, de leur côté, le soin de former les recrues de la Nouvelle Armée, et de les commander... de loin. Est-ce sur la bourgeoisie libérale que l'on pourrait compter pour sauver Bilbao, défendre Madrid, reprendre Malaga ou marcher sur Teruel? Nous ne le croyons pas. En fait, le gouvernement Negrín n'a derrière lui aucune masse populaire prête aux suprêmes sacrifices...

L'insolence dont il fait preuve vis-à-vis de la classe ouvrière espagnole — classe ouvrière encore partiellement armée, classe ouvrière encore maîtresse de nombreuses positions de puissance, classe ouvrière exaltée dans sa foi en elle-même par d'admirables réalisations collectives et en tout premier lieu, par la réussite du socialisme agraire fortement enraciné à la campagne — cette insolence peut coûter très cher au capitalisme espagnol et au capitalisme mondial.

Non! La partie n'est pas perdue, pourvu qu'on sache regarder en face les réalités et les tâches de l'heure, en Espagne et, surtout, dans le sein du prolétariat mondial. La force du gouvernement Negrín n'est ni à Madrid, ni à Valence, ni à Barcelone, mais à Londres, à Paris, à Genève, à Bruxelles, à Moscou, et c'est là qu'il faudra réagir le plus efficacement si nous voulons épargner au peuple espagnol de retomber sous le joug des financiers de Rio-Tinto, Penarroya et Cie, après la perte de toutes ses conquêtes économiques et de toutes ses libertés d'ordre social et humain.

Notre rôle n'est pas terminé, Il ne fait que commencer. D'être si gravement menacées, les réalisations socialistes, et fédéralistes de la révolution de juillet ne sont que plus précieuses encore à nos yeux.

La situation espagnole, stabilisée pendant de très longs mois, va évoluer rapidement au cours des semaines ou des mois qui vont suivre. Il s'agit de savoir qui récoltera, dans les champs d'Aragon, de Catalogne, du Levant et de Murcie, les belles récoltes que les travailleurs espagnols ont semées l'année dernière, qu'ils ont arrosées de tant de sang, et entourées de tant d'espoirs. Il s'agit de savoir si cette merveilleuse moisson de la liberté, la plus belle qu'un pays ait jamais vu sortir de ses entrailles, sera demain le pain fraternel de tout un peuple délivré de l'oppression, de la disette et de la misère.

L'Espagne des travailleurs n'aurait-elle tant saigné, tant pleuré, tant rêvé, tant aimé que pour voir la faulx du capitalisme passer dans les épis mûrs, à l'heure de la récolte? Le capitalisme n'aurait-il laissé les collectifs maîtres du champ et de l'atelier que pour recueillir les fruits d'un travail acharné exécuté sans salaire?

Non, camarades! Nous ne permettrons pas cela!
La Révolution espagnole en danger

(Appel du Comité pour la Révolution espagnole auquel « Spartacus » s’associe sans réserves)

Le Comité pour la Révolution espagnole est dans la nécessité de porter à la connaissance des travailleurs et des antifascistes des faits d’une extrême gravité, susceptibles de compromettre irrémédiablement les destinées de la révolution espagnole.

Depuis de longs mois, le Parti Communiste d’Espagne et le Parti Socialiste Unifié de Catalogne (affilié à l’Internationale communiste) mettant à profit la popularité que leur a valu le ravitaillement de l’Espagne par la Russie soviétique et plus encore les abondantes ressources matérielles dont ils disposent par suite de leur contact intime avec l’U.R.S.S., ont déclenché au sein de la démocratie espagnole une abominable campagne contre le Parti Ouvrier d’Unité Marxiste, fondé par Joaquin Maurin, mort pour la révolution, contre la Confédération Nationale du Travail et la Fédération Anarchiste Ibérique, organisations ouvrières hostiles à leur domination, résolues de s’opposer à l’établissement de toute dictature totalitaire, résolues à pousser aussi loin que possible les conquêtes de la classe ouvrière.

On a vu depuis des mois les partis staliniens exiger et annoncer la mise hors la loi et l’extermination physique de ces révolutionnaires gênants. On les a vus obtenir, grâce à leur puissance militaire, fondée sur les brigades internationales et à la pression diplomatique des représentants officiels de l’U.R.S.S., des mesures d’ostensiblement contre le POUM et la CNT. L’unité antifasciste a ainsi été systématiquement poignardée par ceux qui, aux ordres de Moscou, ne veulent pas de démocratie ouvrière en Espagne.


On sait la cause des événements des 3 et 6 mai : La crise du pouvoir en Catalogne, due à la pression du PSUC (Internationale communiste) qui réclame le désarmement de la classe ouvrière et un
pouvoir fort contre les travailleurs. La crise atteint son point culmi-
nant lorsque, le 3 mai, la police, commandée par un officier du
PSUC, attaque les militants des deux confédérations syndicales,
chargés de garder le Central téléphonique. On sait la vive et puissan-
té réaction du prolétariat catalan tout entier qui se trouve maitre de
la situation pendant plusieurs jours et, par une fidélité peut-être
mal comprise à la cause antifasciste, se laisse ensuite désarmer,
perdant ainsi tout le bénéfice de sa victoire. Le plus gros effort dans
cette admirable passe d'armes a été fourni par les militants de base
de la CNT, de la FAI et du POUM. Pendant les tragiques journées,
les staliniens du PSUC ont délibérément assassiné (après arrestation)
le philosophe et militant anarchiste Camille Berneri et le petit-fils
grand fusillé de Montjuich en 1909, Francisco Ferrer. Il semble
bien que les partisans du régime totalitaire aient perdu toute norme
morale et soient décidés à ne plus s'arrêter devant rien.

Nous apprenons enfin, qu'après avoir provoqué la chute du cabinet
Largo Caballero en exigeant la dissolution du POUM, mesure illégal-
et anticonstitutionnelle du point de vue même de la démocratie bour-
geoise, — mesure à laquelle Largo Caballero aurait refusé de sous-
crire, — ils ont repris l'offensive avec le concours du cabinet Ne
grin-Prieto. Ils parlent ouvertement de mettre hors la loi un parti de
50.000 travailleurs dont des milliers de membres se sont comportés
au front en héros et y sont morts. Ils entendent instituer ainsi en
Espagne le régime du bâillon et la terreur à l'arrière. « La Batalla »,
organe quotidien du POUM, vient d'ètre suspendue à terme indéfini.
Nouvel attentat à la liberté de la presse ouvrière. Julian Gorkin, l'un
des leaders du POUM, vient d'être inculpé en raison des événements
du début de mai et se trouve en état d'arrestation.

Il est grand temps d'alerter la classe ouvrière et les hommes de
bonne volonté. C'est toute la révolution espagnole qui est en danger.
En la poignardant à l'arrière, on rend impossible sa victoire militaire.
On provoque la désaffection des travailleurs et on prépare une dicta-
ture militaire qui conduirait un peuple épuisé par ses sacrifices à
quelque régime totalitaire, abusivement qualifié de républicain, sans
pain ni liberté.

Nous en appelons à toutes les organisations ouvrières, à tous les
militants sans distinction de partis, pour exiger impérieusement,
inlassablement, au nom du salut de l'Espagne ouvrière :
La cessation des campagnes systématiques de mensonges et de
calomnies qui emprisonnent toute la vie politique ;
La cessation des brimades et des scandaleuses mesures de répres-
sion à sens unique, dirigées contre les travailleurs partisans de la
transformation sociale et adversaires des dictatures totalitaires ;
Le bénéfice intégral de la légalité pour le POUM, le CNT, la FAI ;
La liberté pour les travailleurs arrêtés après les journées de mai ;
La liberté de presse pour tous les partis ouvriers ;
La liberté pour Julian Gomez Gorkin ;
Le châtiment des assassins bien connus de Camille Berneri et de
Francisco Ferrer.

LE COMITE
POUR LA REVOLUTION ESPAGNOLE.
LES CAHIERS DE SPARTACUS
Directeur : René LEFEUVRE
140, Boulevard Saint-Germain — Paris (VIème)

CAHIERS PARUS :

VICTOR SERGE
10 Purillés.
Préface de Magdeleine Paz.

ROSMER et MODIANO
Union sacrée 1914-1938
Préface de Marcel Martinet.

ROSA LUXEMBOURG
La Révolution Russe

VICTOR SERGE
Lépine 1917.
A. et D. PRUDHOMMEAUX
Catalogue 1936-1937

A PARAITRE :

PIERRE ROBERT
Trente mois dans les goulottes stalinistes.

MICHEL COLLINET
et COLETTE AUDRY
Révolution et Construction ouvrière en Catalogne.

SIMON RUBAK
Classes moyennes et Révolution.

A. PATRI
Logique et Dialectique.

LUCIEN HERARD
La guerre et la solidarité prolétarienne internationale.

JACQUES PERDU

ARMAND COLOMBAT
Situation actuelle du Marxisme.

NOS ENQUETES
Dictature ou Démocratie?
Marxisme: Science ou Philosophie?
Les intellectuels et la guerre.

CONDITIONS DE VENTE :
France. — 1 brochure : 2 fr. 25 ; 5 br. : 3 fr. 50 ; 10 br. : 6 fr. 50 ;
25 br. : 7 fr. 50 ; 50 br. : 13 fr. 50 ; 100 br. : 26 fr. 50.

ABONNEMENTS

France Autres pays
6 mois 1 an 6 mois 1 an

Échantillon (6 et 12 numéros) 11 20 13 24
De soutien (tirage sur Japon) 50 60
De propagande (tir. sur Hollande) 100 110
Multiples (5 ex. de chaque broch.) 44 50 40 50
— (10 ex. de chaque broch.) 20 135 20 165

A adresser à : J. LEFEUVRE, 23, rue Mouffetard, PARIS (Vème)
:: ::
Chèque postal : Paris C 333-75
:: ::

Imprimerie Industrielle et Artistique, 3, rue Godot-de-Mauroy, Paris-9ème
(travail exécuté par des ouvriers syndiqués)
Le Gérant : J. LEFEUVRE.